

## LA CULTURE COMME OBJECTIF DANS L'AGENDA DE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES POUR L'APRÈS 2015

### Le développement durable : Un état d'esprit

Les huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été adoptés au Sommet du Millénaire en 2000 par l'ensemble des États membres des Nations unies. Ils sont liés à des cibles et à plus de 60 indicateurs destinés à mesurer les progrès accomplis sur une période de quinze ans. Dans son rapport annuel à l'Assemblée générale en 2013, Ban Ki-moon écrivait<sup>1</sup> :

*Jusqu'à présent, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été l'effort mondial le plus réussi pour lutter contre la pauvreté. Des progrès significatifs et substantiels ont été accomplis pour un grand nombre de cibles, y compris celles qui prévoient de réduire de moitié le nombre d'individus vivant dans l'extrême pauvreté et la proportion de personnes n'ayant pas un accès durable à une source d'eau potable améliorée. La proportion de citoyens vivant dans des taudis a diminué de manière importante. Des avancées remarquables ont été réalisées dans la lutte contre le paludisme et la tuberculose. Il y a eu des améliorations visibles dans tous les domaines de la santé ainsi que dans l'éducation primaire.<sup>2</sup>*

C'est au Sommet de l'ONU sur le développement durable, dit « Rio + 20 », tenu 20 ans après le premier Sommet de la Terre que la communauté internationale a lancé le processus d'élaboration de l'agenda pour le développement pour l'après 2015.

Un Groupe de travail ouvert, auquel participaient tous les États membres de l'ONU, a reçu le mandat de proposer des objectifs de développement durable sur la base des critères suivants. Les objectifs devraient être:

- Orientés vers l'action
- Concis
- Facile à communiquer
- En nombre limité
- Inspirant
- De nature universelle
- Applicable à l'échelle mondiale par tous les pays, en prenant en considération les différentes réalités nationales, capacités et niveaux de développement et en respect des politiques nationales et priorités.

---

<sup>1</sup> <http://cms.unige.ch/isdd/spip.php?article293>

<sup>2</sup> Nations unies. 2013. Objectifs du Millénaire pour le développement. Rapport de 2013, p. 3

La proposition finale du Groupe de travail ouvert, adoptée par acclamation en juillet 2014 au terme de 13 sessions intensives de négociations intergouvernementales échelonnées sur 18 mois, contient 17 objectifs et 169 cibles<sup>3</sup>. La culture se retrouve comme cible sous les objectifs :

**Objectif 4. Éducation**

D’ici 2030 (...) promouvoir une culture de la paix et de non-violence, de citoyenneté mondiale, et une appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable”.

**Objectif 8. Économie et emploi**

D’ici 2030, imaginer et mettre en œuvre des politiques pour promouvoir le tourisme durable qui crée des emplois, promeut les cultures locales et leurs produits ».

**Objectifs 11. Villes**

Accroître les efforts pour protéger et sauvegarder le patrimoine culturel et naturel du monde.

C’est un progrès. La première série d’Objectifs du Millénaire pour le développement et leurs indicateurs ne contenaient aucune référence à la culture.



Nous sommes bien loin cependant de l’objectif que s’était fixé la société civile de faire reconnaître la culture comme le quatrième pilier du développement durable au même titre que l’économie, le social et l’environnement. Comment en effet concevoir des projets de développement dont on souhaite que les effets soient durables sans reconnaître que la « culture est au début et à la fin de tout développement », comme avait l’habitude de le dire le

<sup>3</sup> <http://sustainabledevelopment.un.org/focussdgs.html>

président-poète sénégalais Léopold Sédar Senghor? Il est aujourd'hui largement documenté que les projets de développement qui échouent n'ont pas suffisamment pris en compte la culture des populations ciblées par le changement.<sup>4</sup> C'est ce que l'UNESCO appelle l'effet « facilitateur » de la culture pour le développement durable.

Le rôle de la culture comme 4<sup>e</sup> pilier du développement durable a également été démontré par l'Australien Jon Hawkes dans un livre marquant *The Fourth Pillar of Sustainability: culture's essential role in public planning*<sup>5</sup> (traduction libre : Le quatrième pilier du développement : le rôle essentiel de la culture en planification publique). En résumé, Hawkes explique que les valeurs culturelles guident l'être humain dans ses actions puisque la culture est le système de valeurs, de sens et de conventions qui nous définissent comme individus et au sein d'une collectivité. Toute politique publique est donc marquée par l'analyse des impacts économiques, sociaux, environnementaux et culturels des individus qui participent à la décision. Alors, aussi bien reconnaître l'influence déterminante de nos valeurs culturelles dans l'élaboration de politiques publiques, dont l'essence même est de fournir des réponses aux problèmes collectifs, en tenir compte dans l'analyse des enjeux sociaux et s'assurer d'une représentativité de la diversité dans les processus décisionnels qui auront un impact sur des collectivités de plus en plus diversifiées. Hawkes plaide donc non pas pour une politique culturelle distincte, mais bien pour une méthodologie qui intègre la culture comme un axe transversal de toutes politiques publiques.

### Pas de futur sans culture

Le Rapport Brundtland, intitulé *Notre avenir à tous (Our Common Future)*, a été rédigé en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU en prévision du Sommet de la Terre de 1992. La notion de « développement durable » communément admise aujourd'hui y a été explicitée comme suit :

*Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir<sup>6</sup>.*

Les récentes négociations sur les objectifs de développement durable démontrent bien comment cette idée s'est rapidement imposée dans toutes les sphères de l'activité humaine, au point de devenir le leitmotiv de la jeune génération et de la grande entreprise soucieuse de son image. Le groupe médiatique français Vivendi, par exemple, a choisi « La culture au cœur du développement durable » comme axe principal de son action sociétale dès 2003 et depuis 2010

---

<sup>4</sup> Richard Amponsah, 2012. The Real Project Failure Factors and the Effect of Culture on Project Management in Ghana, Investment Climate and Business Environment Research Fund.

<sup>5</sup> <http://www.fourthpillar.biz/about/fourth-pillar/>

<sup>6</sup> Rapport Brundtland, 1987. Notre avenir à tous, p. 40.

a intégré la promotion de la diversité culturelle dans la liste des objectifs de rendement à partir desquels la rémunération des dirigeants du groupe est établie<sup>7</sup>.

Pas étonnant donc, qu'au moment d'élaborer l'agenda de développement de l'ONU pour l'après-2015 que les différents regroupements de la société civile aient fait campagne pour y faire inscrire « leur priorité » : gouvernance, santé, éducation, équité des genres, changements climatiques... C'est dans ce contexte que huit grands réseaux internationaux du monde des arts et de la culture ont uni leurs forces pour lancer en mai 2014 une campagne mondiale qui à ce jour a recueilli plus de 2000 signatures, dont celles de 800 organisations, dans 120 pays. Le texte de la Déclaration mis en ligne sur le site [www.culture2015goal.net](http://www.culture2015goal.net) a été traduit bénévolement en 7 langues – français, anglais, espagnol, portugais, arabe, russe et chinois – afin de démontrer la portée universelle du message. Les grands réseaux partenaires de cette campagne sont :

Réseau Arterial



Culture Action Europe



Agenda 21 pour la culture de l'association des Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)



Fédération internationale des conseils des arts et agences culturelles (IFACCA)



Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS)



Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle



---

<sup>7</sup> <http://cultureswithvivendi.com/>



Conseil international de la musique



Fédération internationale des bibliothèques



Leur action commune, d'une ampleur sans précédent, a eu des échos jusqu'au siège des Nations unies à New York où les États membres ont soudainement pris conscience de la très grande mobilisation de la société civile du milieu culturel.

Le plaidoyer concerté de la société civile a contribué à la légitimité de la démarche de l'UNESCO et de ses alliés, notamment la trentaine de délégations aux Nations unies membres du « Groupe des amis de la culture pour le développement » que préside le délégué permanent du Pérou auprès de l'ONU.

Cette action commune des grands réseaux du milieu des arts et de la culture s'est imposée comme une nécessité après le Congrès international sur la *Culture : clé du développement durable* réuni en mai 2013 à Hangzhou en Chine, au terme duquel la société civile a réussi à faire inclure le passage suivant dans la déclaration finale<sup>8</sup> :

*Nous recommandons en conséquence d'inclure dans l'agenda des Nations unies pour le développement post-2015 un objectif spécifiquement centré sur la culture, fondé sur le patrimoine, la diversité, la créativité et la transmission des connaissances et comportant des cibles et des indicateurs clairs reliant la culture à toutes les dimensions du développement durable.*

Le Congrès de Hangzhou était le premier d'une série d'événements de haut niveau destinés à positionner la culture dans le débat sur les objectifs de développement durable :

- En juin 2013, l'Assemblée générale de l'ONU a tenu un premier débat thématique<sup>9</sup> sur la culture et le développement organisé en collaboration avec l'UNESCO. Le G-77 plus la Chine,

---

<sup>8</sup> [http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CLT/pdf/final\\_hangzhou\\_declaration\\_french.pdf](http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CLT/pdf/final_hangzhou_declaration_french.pdf)

<sup>9</sup> Voir le débat thématique spécial tenu à New York le 5 mai 2014

<http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/culture-and-development/thematic-debate-on-culture-and-sustainable-development-2014/>

et celui en juin 2013

<http://webtv.un.org/watch/part-1-thematic-debate-on-culture-and-development-general-assembly/2474910814001>

l'Union européenne, ainsi que la Communauté de l'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) ont demandé que l'agenda de développement post-2015 contienne une référence explicite à la culture.

- En juillet 2013, l'Examen ministériel annuel du Comité économique et social de l'ONU (ECOSOC) a porté sur « la Science, la technologie et l'innovation, et le potentiel de culturel pour soutenir le développement durable et réaliser les OMD ».
- En novembre 2013, le président d'Indonésie était l'hôte du premier Forum mondial de la culture qui se veut être un événement annuel où seront discutés les effets de la mondialisation sur la culture. La Promesse de Bali « *demande à ce que la contribution mesurable et effective de la culture et son intégration au développement se retrouvent à tous les niveaux de l'agenda de développement post-2015* ».
- En décembre 2013, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté par consensus une troisième résolution sur la culture et le développement (après celles de 2010 et 2011) qui pour la première fois reconnaît le lien entre la culture et les trois autres piliers de développement (économie, social, environnement) de même qu'avec la paix et la sécurité.
- En mai 2014, l'Assemblée générale de l'ONU a tenu un deuxième débat thématique sur le rôle de la culture pour le développement, donnant effet à la résolution de décembre.
- Des consultations nationales en Bosnie-Herzégovine, Équateur, Serbie, Mali, Maroc se sont tenues durant l'été 2014, dont les conclusions ont été reprises dans le rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur la mise en œuvre de la résolution de décembre 2013.
- Encore tout récemment, la question était au cœur de la 3<sup>e</sup> conférence de l'UNESCO sur les industries culturelles et la culture à Florence en octobre 2014 et de la rencontre de haut niveau sur le rôle de la culture dans les stratégies nationales de développement organisé par l'Organisation internationale de la Francophonie à Dakar.

Et le plaidoyer continue. Le Groupe des 77 plus la Chine (qui depuis 1964 donne voix commune au pays en développement auprès des Nations unies et dont le nom n'a pas changé depuis même si 133 pays en sont membres aujourd'hui) préparerait une nouvelle résolution sur la culture et le développement durable. Cette initiative aurait vu le jour suite au lancement de l'édition 2013 du Rapport sur l'économie créative des Nations unies, publié conjointement par l'UNESCO et le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) par le biais de son bureau pour la coopération sud-sud.

### Pourquoi est-ce important

Lors du débat thématique spécial sur la culture et le développement de juin 2013, le Secrétaire général Ban Ki-moon a rappelé qu'il n'y avait pas de recette unique pour le développement et qu'il ne suffisait pas de fixer des objectifs globaux. Il faut les adapter à chaque contexte. Depuis 2000 et la formulation des Objectifs du millénaire pour le développement, les programmes de développement n'ont pas suffisamment tenu compte de la voix des populations et du rôle fondamental de la culture, a-t-il ajouté.

*Cependant, au cours de ces dernières années, le pouvoir de la culture a été chaque fois davantage reconnu, en particulier dans les efforts de promotion de la paix. Ainsi, en*

*2006, la culture était mentionnée dans moins de 30% des Plans-cadres des Nations unies pour l'aide au développement. Aujourd'hui, ce taux est monté à 70%.*

Pas surprenant donc que de très nombreux ministres de la Culture aient activement participé aux deux débats thématiques à l'ONU et à la série de rencontres de haut niveau amorcée à Hangzhou. Eux aussi souhaitent une plus grande reconnaissance et des ressources additionnelles pour la culture dans les plans de développement de leur pays.

Le Fonds pour la diversité culturelle de l'UNESCO dispose de moyens limités : 7,2 millions de dollars US. En trois ans, cela a permis le financement de 71 projets dans 46 pays. L'aide financière est d'au plus 100,000 US\$, pour des projets d'une durée maximale de deux ans. En comparaison, l'Espagne a contribué 900 millions US\$ à la création du Fonds pour la réalisation des Objectifs du Millénaire, dont 95 millions US\$ ont servi à financer 18 projets culturels d'une durée de 3-4 ans même si les OMD ne faisaient nulle part référence à la culture. En décidant d'instaurer un volet culture dans le Fonds pour la réalisation des OMD, l'Espagne a envoyé un signal important. Les projets financés, dans toutes les régions du monde et d'une grande diversité, ont permis d'amasser les éléments de preuve de la contribution de la culture au développement durable qui manquait jusqu'ici. Cependant, bien que considérables, ces financements ne sont rien en comparaison à la contribution de 2 milliards de dollars US faite par le Japon en 2010 pour la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique.

#### Notre défi : la communication

Vers la fin des négociations du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable aux Nations unies plus tôt cet été, un des deux coprésidents a amorcé le débat sur la place de la culture en indiquant que la diversité culturelle était un thème puissant, mais qu'on ne pouvait pas en tenir compte puisqu'il ne répondait pas aux critères fixés dans le mandat du Groupe de travail : les objectifs doivent être orientés vers l'action sous forme de cibles mesurables par des systèmes universellement reconnus.

Pour la communauté culturelle, la mesure des résultats de la contribution de la culture au développement durable est notre plus grand défi non seulement auprès des États membres des Nations unies, mais aussi face aux bailleurs de fonds et aux autorités de nos propres pays. Il nous faudrait pouvoir démontrer que nous avons la pleine maîtrise de la contribution durable de nos actions culturelles au développement, de la conception des projets à leur exécution et à leur évaluation. Le lobby environnemental et la communauté scientifique ont réussi à positionner l'enjeu du changement climatique par la conception d'outils de mesure qui ont le mérite d'établir une base commune de discussion. Celle-ci nous manque cruellement et, disons-le franchement, il nous faudra gérer les attentes, car aucun système d'indicateurs ne sera sûr à 100 %. Même les studios d'Hollywood, qui disposent de moyens financiers considérables et de près de 100 ans d'expérience en production cinématographique, ne peuvent garantir le succès.

Face à ces défis, les chercheuses Natalia Grincheva et Julianna Laurent Caire ont analysé, dans le cadre d'un stage au secrétariat de la Fédération internationale des coalitions pour la diversité

culturelle à Montréal, la documentation officielle concernant quatre-vingts projets culturels dans des pays en voie de développement dans le but d'élaborer un modèle intégré d'indicateurs de développement durable pouvant servir à la conception et l'évaluation des projets culturels. Le résultat de leur étude, qui s'est avérée beaucoup plus laborieuse que prévue, a pris deux formes.

Mme Grincheva a choisi d'écrire un article scientifique dans lequel elle fait la démonstration que les gestionnaires et évaluateurs de projets culturels confondent indicateurs de développement avec mesures de performance. Par exemple, on présentera le nombre de formations données et le nombre de participants comme mesure de succès plutôt que d'évaluer l'impact des formations sur l'attitude des participants, de leurs pairs, leurs parents et autres membres de la communauté à l'égard de l'activité culturelle.<sup>10</sup>

Mme Laurent Caire a quant à elle développé un cadre logique d'indicateurs et a collaboré à l'élaboration d'un questionnaire permettant à un gestionnaire de projets culturels de faire les liens entre son projet et les indicateurs de développement durable. Un appel à tous a été lancé en vue de tester le nouvel outil et en diffuser les résultats sur un blogue *culture4development* pour stimuler la discussion au sein de la communauté de pratique. La phase pilote est toujours en cours et pour participer voir <http://ficdc.org/cdc4627?lang=fr>.

### Que faire?

Pour convaincre les autres, il nous faut d'abord être nous-mêmes convaincus. Comment affirmer que la culture est un moteur et un facilitateur de développement durable si nos projets culturels et artistiques n'y sont pas destinés et si les projets de développement qui prennent en compte la dimension culturelle ne sont pas en mesure de démontrer les effets durables de leurs résultats?

Le sens premier du concept de développement durable, tel que conçu par la Commission Brundtland, est de poser des gestes responsables aujourd'hui dont les effets négatifs seront limités pour les générations futures. Un développement durable implique donc une gestion des ressources qui tend à éviter le gaspillage et la recherche de gains à court terme au détriment des conséquences néfastes à long terme, et une prise de conscience de l'effet durable de nos gestes bien après que nous les ayons posés.

Le concept est très fertile quand on l'applique au domaine des arts et de la culture. Prenons par exemple un festival de musique populaire. À première vue, le projet reçoit son financement, les musiciens sont engagés, la logistique se met en place pour les faire voyager, les techniciens s'affairent à monter la scène puis au bout de quelques jours on fait le ménage quand tous sont retournés à la maison. La volonté de changement social des promoteurs du festival se manifeste

---

<sup>10</sup> Natalia GRINCHEVA, 2013. Cultural Dimension of Sustainable Development: Insights into the Current Practices of 'Measuring' Results of Cultural Projects, IFCCD, 20 pages.



le plus souvent par les choix des artistes et des publics cibles au moment de l'élaboration du programme. Mais est-ce vraiment là le seul impact d'une telle activité?

Si on prend le temps de se poser la question du développement durable, l'analyse de ce qui vient de se produire et de ses effets est d'un tout autre ordre.

À un premier niveau :

On voudra se demander si l'activité est structurée de sorte qu'elle puisse connaître un développement durable, c'est-à-dire si elle pourra revenir l'an prochain et se développer encore davantage par un budget élargi, des partenariats renouvelés, une programmation enrichie ou un public encore plus nombreux. Normalement, toute création artistique ou culturelle est mue par une volonté de pérennité. De plus en plus de bailleurs de fonds incluent dans les critères d'évaluation des demandes que le projet soit conçu sur plus d'une année, qu'on prévoie déjà la diversification des sources de financement et que des structures de gouvernance adéquate soient mises en place pour assurer la relève dans l'équipe dirigeante et garantir des mécanismes de contrôle financiers. Les États parties à la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles ont par exemple révisé les critères du Fonds pour la diversité culturelle au terme de la phase pilote en insistant pour qu'on soutienne des projets aux effets structurants.

À un deuxième niveau :

On voudra se demander quel sera l'impact de l'activité sur l'environnement naturel. Avons-nous pensé à faire usage d'un dispositif scénique qui pourra être utilisé plus d'une fois? Les décors sont-ils en matériaux recyclables? Les boissons et aliments consommés par le public sont-ils servis dans des plats en matières recyclables? Etc. La Ville de Londres en Angleterre a adopté une politique de développement durable ciblant en priorité les théâtres qui présentent des comédies musicales en ayant constaté les coûts importants d'énergie et les décors jetés après usage. On a aussi pensé que l'appui des artistes à une stratégie de développement durable aurait une influence positive sur le public. L'organisme Julie's Bicycle, dont la mission est d'encourager les industries créatives à adopter des comportements responsables pour le développement durable, a ainsi établi depuis 2010 une collaboration avec les 12 théâtres membres du Consortium des théâtres londoniens.

À un troisième niveau :

Quel est l'impact du festival sur le développement durable de sa communauté de proximité? Comment contribue-t-elle à l'activité du quartier et des commerçants, en termes de repas servis, de nuitées d'hôtel? Le trafic de voitures et

À l'issue de la 5<sup>e</sup> édition du festival populaire Feux de Brazza en août 2014, les organisateurs ont fait don à la Mairie de Mfilou (7<sup>e</sup> arrondissement de Brazzaville) du village du festival comprenant la scène, la tribune des officiels et les stands et aux citoyens. C'est le premier espace de diffusion construit dans la ville. De plus, suite au Festival, la Marie de Mfilou bénéficie de la connexion internet à haut débit et a hérité de tout le matériel de bureau du festival pour les autres événements qui suivront.

le bruit occasionné par le festival font-ils fuir la clientèle habituelle des commerçants, et si oui cette perte est-elle compensée par les festivaliers? Les commerçants appuieraient-ils le renouvellement du permis du festival si le maire de la ville leur demandait leur avis? Seraient-ils prêts à devenir commanditaires ou annonceurs, ayant constaté les bénéfices qu'ils en tirent?

À un quatrième niveau :

Quel est l'impact du festival sur la population? La question peut ici être abordée sous plusieurs angles :

- Sur le plan social, est-ce qu'on a favorisé la paix sociale en permettant aux gens de tous âges et de toutes ethnies de se retrouver ensemble (je pense ici aux festivals Parenté à Plaisanterie au Burkina, au Mali, en Côte d'Ivoire).
- Sur le plan personnel, a-t-on développé un goût pour les arts et la culture qui peut avoir suscité de nouvelles vocations pour les métiers techniques, de création ou de gestion?
- Sur le plan du développement humain, a-t-on prévu d'utiliser le Festival comme activité scolaire, dans le but d'un enrichissement des connaissances culturelles, mais aussi à plus long terme dans le but de développer et fidéliser de nouveaux publics? Les jeunes ont-ils été accompagnés de leurs parents, peut-être moins scolarisés et moins sensibilisés aux arts et à la culture?

À un cinquième niveau :

Comment le festival contribue-t-il au développement de l'identité du pays, dans une perspective durable, c'est-à-dire en ouvrant de nouveaux horizons culturels sans compromettre l'équilibre du présent? Les citoyens tirent-ils une fierté de cet événement qui les rassemble ou ont-ils le sentiment qu'il existe par la volonté des commanditaires internationaux et le souci premier d'attirer une clientèle étrangère?

Cette liste n'est pas fermée, mais cherche à démontrer tout le potentiel structurant d'une activité festivalière à priori destinée à divertir.

#### Conclusion :

Le changement durable exige un changement d'attitude. Il nous faut réfléchir le présent en prévoyant l'avenir. Il nous faut poser des gestes responsables pour les générations actuelles et à venir. Et il nous faut concevoir, mettre en œuvre et évaluer nos projets artistiques et culturels en nous posant chaque fois la question centrale de leurs effets, et tout spécialement pour les particularités culturelles des publics ciblés, pour nous assurer qu'ils seront positifs et durables si c'est le cas (ou de courte durée et de peu de conséquences s'il s'agit d'effets négatifs).

Il nous faut aussi admettre que la culture est aujourd’hui au cœur du formidable laboratoire humain du 21<sup>e</sup> siècle. Près de 60 % de l’humanité vivra en milieu urbain d’ici 2030. La population du continent africain va doubler d’ici 2050 pour atteindre 2 milliards d’individus, soit une personne sur cinq de la population mondiale (comparativement à 1 sur 7 actuellement). Nous sommes au tout début d’une toute autre expérience de la diversité des expressions culturelles rendue possible par l’Internet, les voyages internationaux, la mondialisation du commerce et les mouvements migratoires.

Heureusement, les exemples de succès ne manquent pas. La ville de Medellín en Colombie, autrefois le fief d’un des plus réputés et violent cartel de la drogue, dirigé par Pablo Escobar, a été le théâtre de 6,349 morts violentes en 1991, soit 380 homicides par 100 000 habitants (par comparaison les États-Unis connaissaient un taux de 9,8 homicides par 100 000 habitants la même année). Ce taux a été réduit de 80 % et Medellín est devenue une destination touristique prisée par les Colombiens et les étrangers grâce à des investissements massifs et continus des administrations municipales successives dans les infrastructures culturelles et l’éducation. Les conseillers en planification urbaine et autorités municipales sont aujourd’hui sollicités partout dans le monde pour expliquer le miracle culturel de Medellín.

Il nous faut simplement souhaiter que d’autres exemples éloquentes suivront.

Charles Vallerand  
Secrétaire général de la Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle  
Montréal, 11 novembre 2014  
cvallerand@cdc-ccd.org